



HAL
open science

Existe-t-il une "mauvaise" résilience?

Samuel Rufat

► **To cite this version:**

| Samuel Rufat. Existe-t-il une "mauvaise" résilience?. 2010. hal-00693161

HAL Id: hal-00693161

<https://hal.science/hal-00693161>

Preprint submitted on 8 May 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Existe-t-il une « mauvaise » résilience ?

Samuel Rufat
samuel.rufat@u-cergy.fr

La résilience est victime de son succès. A force d'être brandie, brassée, bradée, elle devient une sorte de mot valise, sollicité à des fins très diverses. Comme d'autres notions en vogue (durabilité, gouvernance, etc.), elle a à la fois un contenu assez intuitif, une accroche, et une longue traîne indécise qui permet à chacun d'y retrouver les siens. Le foisonnement des sens de la résilience s'explique par les multiples transferts transdisciplinaires, de la physique à la psychologie en passant par l'écologie, mais aussi par son investissement par des gestionnaires d'horizon très variés. Cette polysémie semble légitimer un flou sémantique et théorique. Au point que la résilience se résume trop souvent à la promesse d'un horizon radieux.

Ce flou est illustré par l'utilisation conjointe de la résilience pour décrire un *processus*, pour acter *a posteriori* le fait qu'une ville a su se maintenir malgré un choc, et une *propriété* intrinsèque, une capacité qui se manifeste au moment du choc mais qui est déjà présente *a priori* dans le fonctionnement urbain. La résilience souffre aussi de sa proximité théorique de la vulnérabilité : pour les uns, la résilience est avec la résistance l'une des composantes de la vulnérabilité (Burton *et al.* 1978), pour d'autres, la résilience est définie comme la capacité d'adaptation (Holland 1995), pour d'autres enfin, la vulnérabilité est une incapacité à faire face à la crise, résilience et vulnérabilité se retrouvent alors opposées (Cutter 2006). En fait, adaptation, vulnérabilité et résilience sont des notions qui ont émergé presque en même temps (Burton *et al.* 1978, Theys et Fabiani 1987), mais elles se sont ensuite succédées sur le devant de la scène. En 1994, lors de la Conférence de Yokohama, l'ONU a adopté la vulnérabilité comme concept clé dans le cadre de la Stratégie Internationale de Réduction des catastrophes (UNISDR). Puis en 2005, après la Conférence de Hyogo, l'ONU a adopté un nouveau cadre d'action, « pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes ». Le tournant du XXI^{ème} siècle est marqué par la multiplication des catastrophes urbaines, des attentats et la prise de conscience du réchauffement climatique. Ce sont en particulier les catastrophes qui ont touché le territoire des Etats-Unis, les attentats à New York en 2001 et Katrina à la Nouvelle Orléans en 2005, qui ont conduit à remettre en cause les approches par la vulnérabilité. S'il n'est plus possible d'éviter les catastrophes, il faut s'y adapter : c'est ce que semble vouloir dire la résilience.

Un regard rétrospectif sur les travaux sur les risques montre que les notions se succèdent à mesure l'on rencontre des obstacles pour les rendre opérationnel. Ainsi, la géographie des risques a longtemps donné la priorité à l'aléa et aux dangers (Morel *et al.* 2006). Puis face à l'incapacité des sciences et techniques à éradiquer les menaces, la capacité d'adaptation des sociétés a été mise en avant (Chorley 1973). Pour relier ensuite les approches techniques, physiques et sociales, la vulnérabilité a été érigée en concept clé dans les années 1990 (Wisner *et al.* 2004). Ces notions sont efficaces pour mener des études *a posteriori*, mais il est difficile de les rendre opérationnelles : elles semblent nous condamner à attendre que les catastrophes surviennent pour faire progresser la science. C'est alors que la résilience est (ré)apparue comme une solution. Pour surmonter les

traumatismes du 11 Septembre à New York, de Katrina à La Nouvelle Orléans, puis pour préparer les métropoles au changement climatique (Vale *et al.* 2005, Comfort *et al.* 2010).

La résilience est donc devenue un nouveau label urbain. Tout comme la reconstruction et l'adaptation, la résilience permettrait de retrouver un regard plus positif que la vulnérabilité. Mais alors que la vulnérabilité était liée à des approches critiques, avec les travaux des géographes radicaux sur les liens entre catastrophes, pauvreté et développement (Wisner *et al.* 1976, Hewitt 1983, Quarantelli 1998), la résilience offre au contraire un projet consensuel et intégrateur, un horizon d'attente et d'action (Lallau 2011).

Toutefois, en essayant de démarquer la résilience de la vulnérabilité, on est souvent conduit à une logique binaire : mettre tout le positif dans la résilience et garder tout le négatif pour la vulnérabilité. De ce fait, la mise en avant de la résilience tend à caricaturer le concept de vulnérabilité en le réduisant à une idée de fragilité, ce qui le vide de son sens et surtout de sa portée, à la fois de critique des réponses techniques aux catastrophes, et de critique du développement et de vecteur de la justice spatiale et environnementale. Plus qu'un changement de concept, il semble donc s'agir d'un changement de regard. Toute résilience n'est donc pas bonne à prendre, d'abord parce que mettre tout le positif dans la résilience en fait une prophétie autoréalisatrice, ensuite parce qu'elle pousse à une réinterprétation des crises, des catastrophes et de leurs victimes, enfin parce qu'elle impose une « bonne » ville qui doit être pérennisée face à une « mauvaise » ville qu'il faudrait corriger. Pour dépasser cette aporie, il faut renverser notre regard, cesser de considérer la résilience comme une notion « pure », pour en aborder les conséquences politiques et pratiques.

1. Critique de la résilience pure

Lorsque les plus démunis sont les premiers à revenir s'installer dans les quartiers sinistrés après une catastrophe, certains l'analysent comme un révélateur de leur résilience, d'autres de leur vulnérabilité, d'autres de l'inertie du système métropolitain ou bien de la captivité de ces populations, sans que ces catégories ne correspondent forcément à leur vécu. Ce foisonnement du sens est d'autant plus équivoque qu'une partie des concepts relève du constat, comme la crise ou la vulnérabilité, et une autre du projet, de l'horizon d'attente ou d'action, comme la résilience, qui se rattache plus aux questionnements sur la ville durable. Dans le cas de la résilience, le foisonnement du sens s'explique par les nombreux transferts transdisciplinaires. Selon les corpus, la résilience fait référence à des notions connexes : résistance, capacité à faire face, capacité d'adaptation, capacité de réponse, retour à l'équilibre, absorption du choc (système), reconstruction (bâtiments), reconstruction (politique et sociale), reconstruction (symbolique), bifurcation, auto-organisation, transition, trajectoire, durabilité, pérennité, etc. Le passage de la théorie à la pratique conduit à une altération de la notion, chacun tirant la résilience dans son sens pour l'adapter à son objet, à ses problématiques, mais aussi à ses catégories.

1.1 Deux approches du risque urbain en SHS

La ville cristallise un triple idéal de protection, de rationalité et de maîtrise de l'environnement, mais les dynamiques mêmes de croissance urbaine, d'industrialisation et de métropolisation renforcent la vulnérabilité. Les risques urbains sont alors pensés comme une « production sociale » (Blaikie *et al.*, 1994). Le fonctionnement urbain produit du risque, le risque est pensé comme alors le révélateur des dysfonctionnements des systèmes urbains (Chaline *et al.* 1994, D'Ercole *et al.* 1994). Les mégapoles

(*megacities*) ont ainsi été qualifiées de « creusets du risque » du fait des interactions entre fabrication de la ville, aléas et vulnérabilité (Mitchell 1999) : les risques existants y changent de forme, de nouveaux risques sont créés, la croissance urbaine et les dynamiques de métropolisation tendent à renforcer la vulnérabilité.

Le risque est aussi pensé comme un outil qui permet de transformer les dangers et les incertitudes en prévision pour guider l'action (Beck 1986, Giddens 1990). Mais c'est ce besoin qui est à l'origine d'une surévaluation des catastrophes urbaines. Le risque est alors abordé comme un artefact au cœur de la modernité, un « construit social » (fig. 1). Et cette construction pourrait à la fois masquer et entretenir la production du risque au cœur du fonctionnement métropolitain.

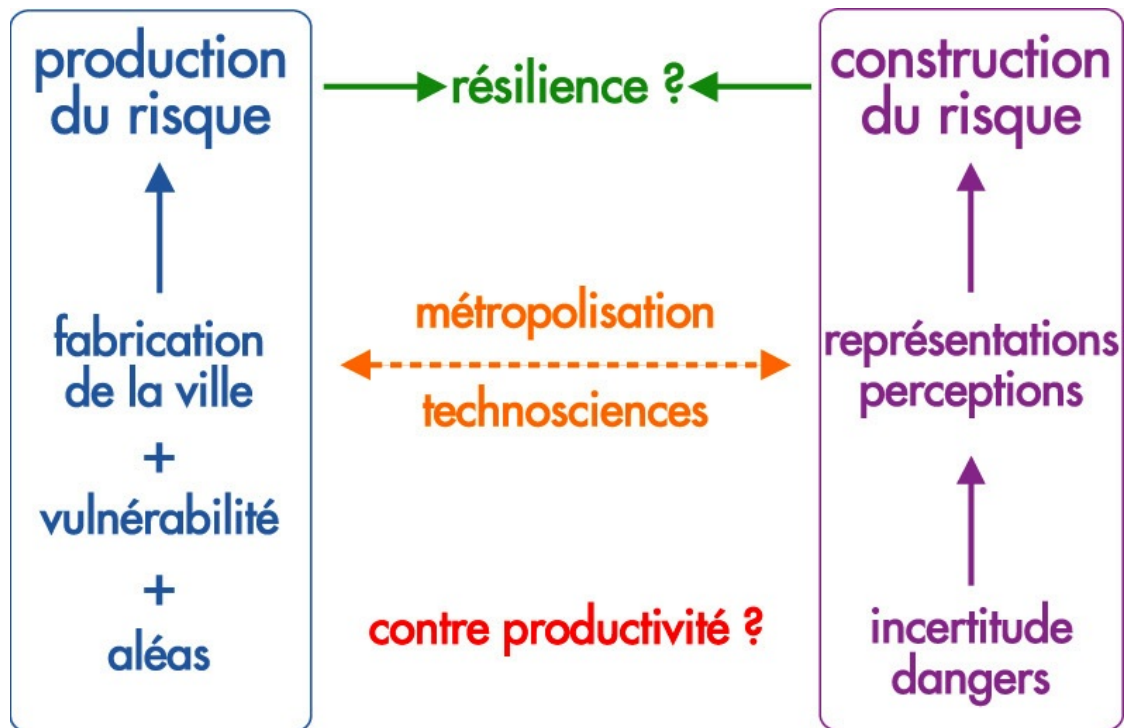


Figure 1 : Les deux principales approches du risque urbain en SHS

Ces analyses ont apporté une interprétation plus endogène des risques urbains mais elles débouchent sur un double paradoxe. Les métropoles apparaissent à la fois comme les espaces du plus fort risque et les lieux de concentration de tous les services de réponse rapide aux crises. Le besoin de sécurité et de prédiction pourrait être à l'origine d'une surévaluation des risques et des catastrophes urbaines. De même, l'approche en termes de risque des interactions entre les sociétés et leur environnement pourrait induire des pratiques participant à l'amplification des crises. L'articulation des métropoles au risque à la fois comme produit et comme construit social semble donc relever de la « contre productivité » telle que l'entend Ivan Illich (1973) : les effets pervers restent masqués parce que fins et moyens se télescopent. Cette « contre productivité » des métropoles s'opposerait à l'horizon actuel de durabilité urbaine. A l'inverse, la mise en avant de la résilience suggère que les métropoles offrent des avantages en contrepartie du risque, mais qu'ils restent peut-être sous-évalués par les approches jusqu'ici centrées sur la vulnérabilité.

1.2 De la vulnérabilité à la résilience : le grand bond en arrière ?

Pour penser, mesurer et accompagner le risque et la réduction des catastrophes, les institutions internationales ont utilisé plusieurs notions qui sont liées : la capacité d'adaptation, la vulnérabilité et la résilience (fig. 2). Le passage récent de la vulnérabilité à la résilience, toutes deux dérivées de la capacité d'adaptation pose problème. La vulnérabilité apparaît être plutôt du côté de la production du risque, du niveau collectif et de l'amont des crises, alors que la résilience semble plus du côté de la construction du risque, du niveau individuel et de l'aval des crises, sur des temporalités plus longues. Mais la résilience pose trois séries de problèmes : de définition, de formalisation et de manichéisme.

La capacité à faire face à la crise (*coping capacity*) est fonction de la capacité d'adaptation (*adjustment capacity*). C'est une forme de résistance active qui est une propriété de la société étudiée (Burton *et al.* 1978). Les géographes américains ont mobilisé ces concepts pour « dénaturer » les catastrophes et proposer une lecture plus endogène du risque (Wisner *et al.* 1976). Mais face à la difficulté à les formaliser, ils sont repartis de ce que révélaient les catastrophes : la vulnérabilité des sociétés, c'est-à-dire leur *incapacité* à faire face à une crise, à absorber un choc et à s'adapter au changement. Pour éviter une lecture trop passive du rôle des sociétés, ils se sont ensuite appuyés sur les travaux en écologie pour proposer le mouvement inverse : utiliser la résilience comme la *capacité* à surmonter une crise, à s'y adapter, voire à l'absorber (Burton 1983). En France, ces concepts de capacité d'adaptation, de vulnérabilité et de résilience ont été diffusés en même temps par les sociologues Jacques Theys et Jean-Louis Fabiani dans *La Société Vulnérable* (1987). Les institutions internationales ont d'abord érigé la vulnérabilité en concept clé, puis avec la montée de préoccupations pour le changement climatique, elles ont mis en avant la résilience.

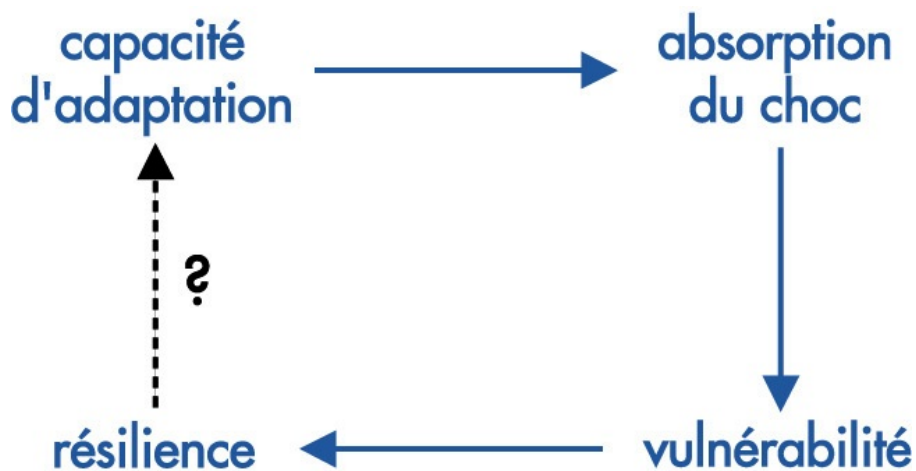


Figure 2 : Les deux principales approches du risque urbain en SHS

En écologie, la résilience mesure la capacité d'un écosystème à maintenir son intégrité et à revenir à l'équilibre lorsqu'il est soumis à une perturbation (Holling 1973). Mais les idées « d'état originel » et de « retour à l'état d'équilibre » ont été critiquées, elles ne permettent pas de distinguer résilience, résistance et inertie (Aschan 1998). Ces problèmes sont ensuite redoublés par les difficultés à établir des critères pertinents d'analyse de la résilience et à la rendre opératoire pour la gestion du risque (Dauphiné *et al.* 2007). Une solution de facilité est de faire de la résilience l'inverse de la vulnérabilité. En définitive, la résilience pourrait apparaître comme une simple façon de rebaptiser la

capacité d'adaptation (fig. 2). Mais ces trois problèmes de définition, de formalisation et d'approches duales étaient déjà présents dans la proposition de la notion de capacité d'adaptation.

Le passage d'un concept à un autre du fait des difficultés à le formaliser semble donc relever de la fuite en avant. Alors que la vulnérabilité est une propriété indépendante des aléas et des crises et qu'elle peut être étudiée dans une logique de prévention des catastrophes, la résilience nécessite une référence à une crise, à un choc. Dans un premier temps les sociétés sont affectées, voire désorganisées, par un événement qui dépasse leurs capacités de réponse. Ce n'est que dans un second temps que la crise révèle les éventuelles capacités d'apprentissage et la résilience des sociétés. Les métropoles peuvent donc être à la fois vulnérables à un choc et par la suite parfaitement résilientes. On peut multiplier les exemples de villes frappées par des catastrophes, donc vulnérables, et qui ont pour autant réussi à rebondir, se relever, se reconstruire, revenir à un équilibre, etc. Vale et Campanella s'étonnent même de la résilience des villes puisque l'histoire ne compte (selon eux) qu'une poignée de disparitions définitives alors que les récits de désastres urbains sont foison (Vale, Campanella, 2005). En fait, c'est même parce que l'on est vulnérable que l'on peut être résilient : au sens le plus strict, il n'y a résilience que s'il y a choc, ébranlement et crise, ce qui implique la vulnérabilité. De plus, c'est parce qu'une société ou un territoire est vulnérable qu'il va subir des crises et qu'il se trouvera en situation de faire face, de s'adapter, de tirer les leçons de la catastrophe. D'une certaine façon, plus le système subit des crises, plus il peut montrer sa capacité de résilience (propriété), l'enrichir par l'apprentissage du désastre et devenir effectivement résilient (état).

Mais avec la résilience, la production et la construction du risque ne peuvent plus être pensées sans référence à une catastrophe. En ce sens, il ne s'agit pas d'un simple retour à la notion de capacité d'adaptation mais plutôt d'un recul théorique. L'analyse de la résilience ne peut être menée qu'*a posteriori*, pour expliquer le comportement passé d'une société confrontée à une crise.

1.3 La résilience comme discours politique

La résilience est une notion tellement ouverte qu'elle est à la fois entendue comme une propriété (la ville résiliente) et comme un processus (la résilience urbaine). La résilience entendue comme un processus ne peut être actée qu'*a posteriori*, une fois la crise dépassée. En revanche, si la résilience est une propriété, elle préexiste à la crise : une ville peut donc être résiliente sans le savoir, mais on peut aussi tenter d'améliorer le potentiel de résilience d'une métropole. Cependant, que l'on adopte la perspective diachronique ou bien analytique de la résilience, elle est dite par un tiers, il est donc nécessaire d'établir des critères pour dire la résilience. Cela nécessite un accord sur le degré de transformations qui permet de parler de résilience : certains parlent de stabilité, de maintien ou de retour à l'équilibre, d'autres le conçoivent en termes de bifurcation et de mutations, pour d'autres enfin la résilience est une adaptation différentielle de certains éléments autour de la persistance d'un noyau invariant.

En l'absence de convergence vers une définition stable et des critères partagés, la notion de résilience n'est pas neutre. Au-delà de son contenu immédiat proche de l'adaptation et de la reconstruction, chaque auteur, chaque acteur, tire la résilience dans son sens, en fonction de sa culture, de ses soutiens et de son agenda. Il faut donc interroger le moment où l'on dit la résilience et le sujet qui la désigne. Mettre en scène le plus rapidement possible le succès de la reconstruction est

un acte politique fort, qui permet de magnifier la ville et ses dirigeants. Au contraire, ne pas dire la résilience peut permettre à un pouvoir de maintenir des situations d'exceptions, de désigner des coupables ou de solliciter des aides. En fait, que la résilience soit nommée *a posteriori*, comme le constat administratif ou scientifique d'un processus, ou bien formulée *a priori* comme le projet d'améliorer certaines propriétés d'une métropole, c'est d'abord un discours politique. De plus, en rendant désirable le « bond en arrière » (*bouncing back*), les élites privilégient le maintien du *staut quo* social et politique. Il est donc crucial de savoir si le discours de la résilience est formulé autour d'un projet collectif choisi démocratiquement, ou bien si la résilience est la recommandation d'institutions qui, de façon plus ou moins explicite, incitative ou coercitive, l'imposent aux sociétés et aux individus.

1.4 Injonction de résilience et darwinisme social

Derrière la résilience, ce sont d'abord les choix politiques du fonctionnement urbain qui sont en jeu. La résilience doit donc toujours être analysée comme un discours politique. Le problème de la résilience n'est pas tant d'être une nouvelle utopie urbaine, la promesse vague d'un horizon radieux, c'est d'être une mise en récit incantatoire de l'après catastrophe. Il s'agit à la fois d'une catégorie de réinterprétation du vécu des différents acteurs et d'une légitimation par l'expertise de choix qui visent à imposer la « bonne » ville à ses habitants, qui doivent se comporter comme de « bons » citoyens, en brandissant la menace des catastrophes et l'image rendue désirable d'une ville durable.

Il devient alors difficile d'expliquer le succès de la résilience, parce que c'est une injonction qui ferme le débat au lieu de l'ouvrir, mais aussi parce qu'il semble presque impossible de la rendre opérationnelle. En fait, la résilience n'a pas résolu les problèmes sur lesquels ont buté les concepts qu'elle a supplanté dans la gestion des risques. La capacité d'adaptation et la vulnérabilité ont buté sur des écueils méthodologiques lorsqu'on a essayé d'en dégager les leviers pour les rendre opérationnels. Ces concepts ont été tiraillés entre une approche analytique qui réduit leur complexité sans parvenir à en embrasser l'ensemble des facteurs et une approche synthétique qui les condamne aux analyses *a posteriori*. Mais c'est aussi le cas de la résilience. Et il est particulièrement surprenant qu'elle bute sur les mêmes écueils. Ce qui semble bien indiquer que la mise en avant de la résilience a des fondements bien plus politiques que scientifiques.

La formule « il n'existe pas de risque zéro » peut être transposée à la vulnérabilité, mais aussi à la résilience. En effet, il n'existe pas de société, de ville ou de territoire invulnérable. Par ailleurs, la focalisation sur les cycles destruction/reconstruction fait apparaître toutes les villes comme résilientes. Mais une métropole peut paraître vulnérable puis se révéler résiliente après une crise. Ces oppositions binaires empêchent donc d'interroger la vulnérabilité et la résilience dans leurs temporalités manifestement différentes. En effet, la résilience suppose, dans une première étape, que les tissus urbains soient affectés, que les habitants soient meurtris, que les métropoles perdent quelque chose. Mais que perd-t-on dans la résilience ? Et pourquoi on n'en parle jamais ?

La mise en avant de la résilience ne correspond pas forcément au passage d'une approche négative à une approche positive. La vulnérabilité, qu'il s'agit toujours de réduire, intègre la résistance, l'absorption du choc et l'adaptation. Elle ne suppose pas la passivité des sociétés, mais elle implique des approches centrées sur la production du risque, puisqu'il s'agit d'analyser les choix et les dysfonctionnements qui conduisent aux crises. En présupposant que les sociétés les plus vulnérables

doivent être aidées pour mieux faire face aux crises, la vulnérabilité correspondait bien aux politiques des institutions internationales. De son côté, la résilience ne suppose pas une résistance active des sociétés mais au contraire leur fragilité. Elle semble présupposer que les plus fragiles, les moins adaptés ou les plus démunis, en un mot les plus vulnérables, doivent disparaître au cours d'une crise pour que les autres puissent en tirer les leçons et chercher à s'adapter.

Ce glissement de la vulnérabilité à la résilience laisse alors entrevoir un changement radical d'approche de la gestion du risque : à une vulnérabilité des sociétés, qui est largement subie par les plus démunis mais qui peut être anticipée et réduite par des dispositifs d'aide reposant sur la solidarité collective et l'implication des États, s'oppose une résilience souhaitée, mais qui n'est validée que rétrospectivement et qui inscrit l'adaptation à l'échelle individuelle. La résilience devient ainsi une injonction et un mode de gouvernement : adaptez-vous ou périssez !

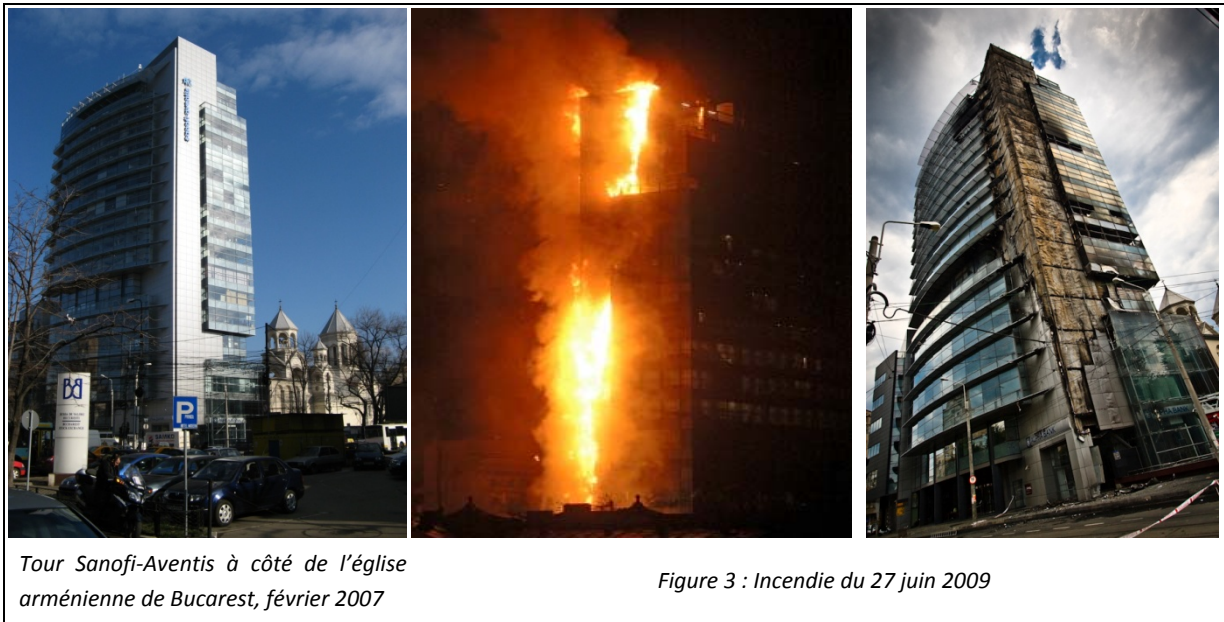
La mise en avant de la résilience marque la résurgence du discours moralisant, avec des critiques très acerbes à l'encontre des villes et des acteurs qui ne se conforment pas au modèle dominant. L'entrée à l'échelle individuelle (ou de la collectivité locale) et la responsabilisation des acteurs débouche sur la mise en accusation de ce qui ne correspond pas aux « bonnes » pratiques. Il s'agit d'une nouvelle lecture des catastrophes qui permet de stigmatiser les plus démunis, qui ne sont plus considérés comme des victimes, mais comme des acteurs qui doivent s'informer, se motiver et s'organiser pour agir. Derrière l'injonction de résilience, on retrouve donc darwinisme social. La résilience pourrait conduire à imposer une responsabilité individuelle des personnes affectées par les crises, quelles que soient les interactions négatives de leur milieu social, de leur environnement, ou les bénéfices de la crise pour le reste de la société. Ainsi, le rapport de l'ONU *Living with Risk* (2004) sur le changement climatique formule une claire injonction d'adaptation, présentée comme une stratégie plus souple que la prévention. Les populations locales sont enjointes à se prendre elles-mêmes en main sous peine de disparaître.

1.5 Le retour de la catastrophe comme « punition » ?

Et pourtant, la résilience est présentée comme un horizon d'attente désirable par tous : elle ne peut être que « bonne ». Mais à l'échelle individuelle, la résilience est plus une injonction qui véhicule le darwinisme social qu'une catégorie d'analyse. Et à l'échelle collective, on assiste à un renouveau des lectures morales des crises et des catastrophes. La catastrophe peut être présentée de façon téléologique comme l'occasion d'une « nécessaire » purification de la « mauvaise » ville pour que puisse émerger la bonne ville (résiliente) après la catastrophe. Ces mécanismes ont été observés bien avant l'introduction de la résilience dans le champ du discours et des pratiques, mais la résilience a remis à la mode l'idée d'un fonctionnement « normal » des villes et des métropoles.

La résilience, cette notion à la mode, nous propose donc tout simplement d'un retour au XVIII^{ème} siècle et à la conception des catastrophes comme punition divine ! En mobilisant un horizon d'attente désirable par tous, la résilience permet d'imposer des choix, la « bonne » ville, les « bons » citoyens, les « bons pauvres », les « bons » retours en arrière, etc. La résilience s'inscrit ainsi dans une lecture à la fois morale et téléologique des catastrophes, avec une approche linéaire du temps, tendant vers le progrès ou l'adaptation des sociétés, à l'opposé du temps cyclique des périodes de retour des crises et des catastrophes. C'est ce qui empêche de voir que les processus de résilience

peuvent conduire au maintien de situations préjudiciables ou au redéploiement de processus contreproductifs voire contestables.



La mise en avant de la résilience s'inscrit peut être dans un mouvement plus ample de retour d'une lecture morale, voire théologique, des crises et des catastrophes. Comme l'a montré l'incendie de la tour Sanofi-Aventis le 27 juin 2009 à Bucarest. La construction de cette tour par un entrepreneur Turc entre 2004 et 2007 avait donné lieu à de nombreux litiges : les travaux de fondation avaient déstabilisé l'église arménienne voisine au point d'y ouvrir de larges fissures. L'incendie de 2009 a donc été abondamment désigné comme une « vengeance » ou comme une « punition » divine. Il a rendu le bâtiment inutilisable et plus de deux ans après les faits, le bâtiment laissé en l'état semble avoir une fonction mnémonique (fig. 3).

L'emprunt de la résilience à la physique des matériaux aurait dû nous alerter sur le risque pour les SHS de s'emparer avec elle de conceptions matérialistes, scientistes et positivistes. Et le séisme de Haïti est l'amer exemple qu'une catastrophe n'a pas de rôle purificateur et que les sociétés ne progressent pas nécessairement après une grave crise. Les dysfonctionnements politiques, les inégalités sociales et la faim font partie de processus résilients. La résilience ne doit donc pas être un horizon d'attente absolu et elle ne doit pas être recherchée dans les tissus, dans les paysages, dans les structures matérielles de la ville. La résilience implique une part d'oubli, qui permet la reconstruction, même à l'identique, et une part d'adaptation, qui impose un changement dans les structures mais surtout dans le fonctionnement urbain.

La résilience ne se décrète pas, elle nécessite un changement en profondeur du fonctionnement des métropoles. Pourtant, les discours ont su rendre désirable l'image d'une ville résiliente, alors que c'est plus une injonction qu'une notion qui stimule la réflexion. Dès lors, la seule façon de consolider la résilience et de la rendre opérationnelle, c'est essayer de se débarrasser de son implicite, des préjugés sur la « bonne » ville et du catalogue des « bonnes » pratiques. En somme, pour sauver la résilience, il faut paradoxalement se forcer à se demander ce que serait une « mauvaise » résilience.

2. Bucarest : le côté obscur de la résilience

Le côté obscur de la résilience ne peut se donner à voir là où les discours de la résilience ont conduit à une réinterprétation du vécu des différents acteurs. Il faut donc se tourner vers des terrains moins étudiés, là où la novlangue technocratique n'a pas encore fait son travail. L'urbanisme à Bucarest s'apparente au passage progressif d'une ville traditionnelle, que l'on pourrait qualifier de résiliente, à une capitale moderne, monumentale et résistante. Pourtant, à Bucarest, ni les acteurs, ni les (rares) travaux, ne mobilisent la notion de résilience : qu'y a-t-il à passer sous silence ?

Bucarest, capitale macrocéphalique bimillionnaire de la Roumanie, aspire à un rôle majeur dans l'Europe du Sud Est. La ville, fondée vers 1459, soit peu après la chute de Constantinople, n'abrite aujourd'hui que quelques monuments antérieurs au XIX^{ème} siècle, des petites églises par ailleurs régulièrement reconstruites (Harhoiu 1997). Depuis le XIX^{ème} siècle, plusieurs cycles de destructions ont modifié Bucarest : conflits, occupations militaires, incendies, séismes, inondations et opérations d'urbanisme de grande ampleur. Ces cycles ont modifié la capitale en profondeur, d'autant que le modèle de Constantinople est remplacé par des référents plus occidentaux lors des reconstructions.

2.1 La mise en récit des crises et des catastrophes

A la fin du XIX^{ème} siècle, lorsque Bucarest devient capitale du nouveau Royaume de Roumanie, ses habitants cherchent à la mesurer à l'aune des autres capitales européennes. Ils témoignent alors de paysages juxtaposant palais, caravansérails et petites églises orthodoxes, au milieu de vignes et de vergers, parcourus par des chemins en terre et des terrains vagues. Ces descriptions vont alors cristalliser les représentations autour de deux leitmotifs : la ville « restée entre Orient et Occident », la ville qui ressemble à une « juxtaposition de villages ». Ces traits de la capitale semblent être autant de « défauts ». Pour les expliquer ou les excuser, les Roumains font appel à un « destin tragique » fait d'invasions, de catastrophes et de despotes (Rufat 2008). Cette explication devient récurrente, jusqu'à faire de Bucarest une ville martyre :

« Si sur Bucarest n'avaient pas cent fois passé et repassé le sabre, le feu, l'eau, les tremblements de terre, les Turcs, les Tatares, les Hongrois, les Russes et les Autrichiens, et surtout les mauvais princes (...), cette capitale n'aurait rien à envier à Vienne ou à Berlin. »

Ion Ghica, 1879, *Convorbire Economice*¹

« Voici comment se sont déroulés les incendies, les séismes et les tempêtes à Bucarest, du XVI^{ème} siècle à nos jours (...) Maintenant tout le monde peut s'expliquer pourquoi nous n'avons pas à Bucarest de vieilles maisons ou d'anciennes églises qui nous raconteraient, de par leurs connaissances, le passé et la vie d'antan de la ville. »

Gheorghe Ionnescu-Gion, *Istoria Bucureștilor*, 1899

Aujourd'hui, les publications récentes sur le « Bucarest d'antan » font référence à la période de l'Entre-deux-guerres comme à un âge d'or de la capitale, soulignant que les Bucarestois aimaient alors appeler leur ville le « petit Paris ». Mais au début du XX^{ème} siècle, le discours nostalgique existait déjà et déjà il dénonçait la disparition du « Bucarest d'antan » (Eliade 1936). C'est la brutalité de l'europanisation de la capitale qui était alors pointée du doigt :

¹ Les citations en Roumain sont librement traduites par l'auteur.

« C'est avec tristesse que nous assistons à la totale disparition du style roumain. Aussi immature soit-elle encore, si elle avait été conservée, Bucarest aurait pu parvenir à afficher un caractère propre, pittoresque ; mais nous avons préféré nous moderniser, nous banaliser, en singeant l'Occident. »
Henri Stahl, *Bucureștii ce se duc*, 1910



Figure 4 : Reconstitution du bâti de Bucarest au milieu du XIX^{ème} siècle (Oltean 2006)

Le discours nostalgique récurrent fait donc appel à une ville originelle ou idéale, qui diffère selon les périodes. Les catastrophes et les reconstructions récurrentes troublent les mémoires qui se focalisent plus sur les projets que sur les héritages, au point de confondre la « ville village » (fig. 4) avec les projets de cité-jardin (Fezi 2005). Cette nostalgie est donc celle d'une ville fantasmée :

« Plus personne ne se souvient de ce qu'était notre capitale il y a quarante ans (...) ceux qui ont vu et auraient pu garder dans leur mémoire une image fidèle du Bucarest de 1866 ont assisté à des transformations successives si nombreuses que leurs souvenirs sont aujourd'hui confus. »

Frédéric Damé, *Bucarest en 1906, 1907*

Pourtant, si l'on consulte les premières cartes topographiques de Bucarest, réalisées à la fin du XVIII^{ème} siècle par des officiers autrichiens², c'est le maintien de la trame viaire jusqu'à nos jours qui est frappant. En fait, à côté de la mise en récit de la ville traumatisée, il existe une autre légende de Bucarest, celle de la ville résiliente (même si le terme n'est pas utilisé) :

« La leçon que nous offre Bucarest n'est pas une leçon d'art mais une leçon de vie ; il enseigne à s'adapter à tout, même à l'impossible (...) capitale d'une terre tragique où souvent tout finit dans le comique, Bucarest s'est laissé aller aux événements sans cette raideur, partant sans cette fragilité que donne la colère. Bucarest est resté gai. »

Paul Morand, *Bucarest, 1935*

² *Plan von der Haupt Stadt Bukurescht*, Franz Purcel, 1789 ; *Plan der Wallachischen Haupt Residenzstadt Bukurest*, Ferdinand Ernst, 1791 ; *Plan von Bukurest*, Colonel Specht, 1791, Musée Municipal de Bucarest.

Et l'on retrouve aujourd'hui, même après les nouveaux traumatismes du XX^{ème} siècle, cette mise en récit duale de la ville face aux catastrophes, avec une hésitation entre, d'une part, la table rase :

« Bucarest a eu une histoire tumultueuse : des invasions, des incendies dévastateurs, des tremblements de terre et, non des moindres, les démolitions massives du régime totalitaire. Tout ceci a transformé irréversiblement l'aspect de la ville (...) les habitants ont du changer de repères identitaires, ils ont souvent dû recommencer à zéro. »

Alexandru Ofrim, *Strazi vechi din Bucureștiul de azi*, 2007

et, d'autre part, le palimpseste urbain, la pérennité et la résilience :

« Ni l'adversité des mouvements tectoniques, ni la modernisation rapide, ni la négligence des décennies d'économie centralisée, ni la pression des nouveaux intérêts financiers n'ont pu démanteler la particularité de Bucarest. La ville a conservé sa structure unique de strates entremêlées, toutes lisibles, toutes apparentes. »

Celac, Carabela, Marcu-lapadat, *București, arhitectura si modernitate*, 2005

Ainsi, Bucarest s'est toujours reconstruite inlassablement par parties, du fait de crises et de destructions qui ont des périodes de retour assez courtes et ont semblé s'additionner au fil des siècles. Mais les divergences dans la mise en récit de ces traumatismes viennent de la valeur différente que les auteurs accordent aux bâtiments et aux habitants qui les ont subis.

2.2 La « bonne » ville et la « mauvaise » ville

Jusqu'au milieu du XIX^{ème} siècle, la plupart des bâtiments sont construits en bois et en torchis à Bucarest. C'est une ville basse, privée de fortifications par les Ottomans (Harhoiu 1997). La ville présente une structure polycentrique, avec ses *mahala*. C'est un mot d'origine turque qui désigne les quartiers (parfois de structure confessionnelle) organisés autour d'une église, d'une foire et d'un puits (Majuru 2003). Les bâtiments d'un ou deux étages tournent le dos à la rue, selon la mode orientale. Ils sont intercalés de vergers, de vignes ou de terrains vagues qui servent alternativement de pâturage et de terrain de foire (fig. 4). Ce style oriental, ces constructions basses et l'imbrication entre production agricole, foires et logements sont à l'origine de la création à la fin du XIX^{ème} siècle de la figure du « conglomérat de village » ou de la « ville village » :

« Il y avait deux ou trois églises dans chaque rue ; aussi l'impression que vous faisait la ville, du haut des collines qui l'entourent, était charmante (...) mais là s'arrêtait l'illusion ; une fois descendu, le spectacle se transformait, les rues étaient bien plutôt des chemins de campagne, avec quelques maisons basses, mal construites, entourées de jardins qui alternaient avec des terrains vagues, des vignobles et des champs de maïs. »

Frédéric Damé, *Bucarest en 1906*, 1907

Le rejet de cette « mauvaise » ville s'appuie sur les catastrophes récurrentes pour condamner les *mahala*. Pendant plus d'un siècle, les élites urbaines vont militer pour la reconstruction d'une « bonne » ville, qui soit la vitrine moderne et occidentale du jeune Royaume de Roumanie :

« Où est la main de fer, l'intelligence visionnaire et le pouvoir téméraire dont a impérieusement besoin notre ville ? (...) Bucarest reconstruit de la sorte sera dans 50 ans une ville heureuse et saine, une cité jardin avec des parcs et des palais (...) Une volonté et une main de fer, comme Bucarest en a déjà connu, et cette utopie deviendra réalité. »

Marcel Iancu, *Utopia Bucureștilor*, 1935

Deux préoccupations se font alors récurrentes. Il s'agit « d'urbaniser » la capitale, de lui faire perdre ses aspects ruraux, et de la doter d'un centre comparable aux autres capitales européennes (fig. 5).

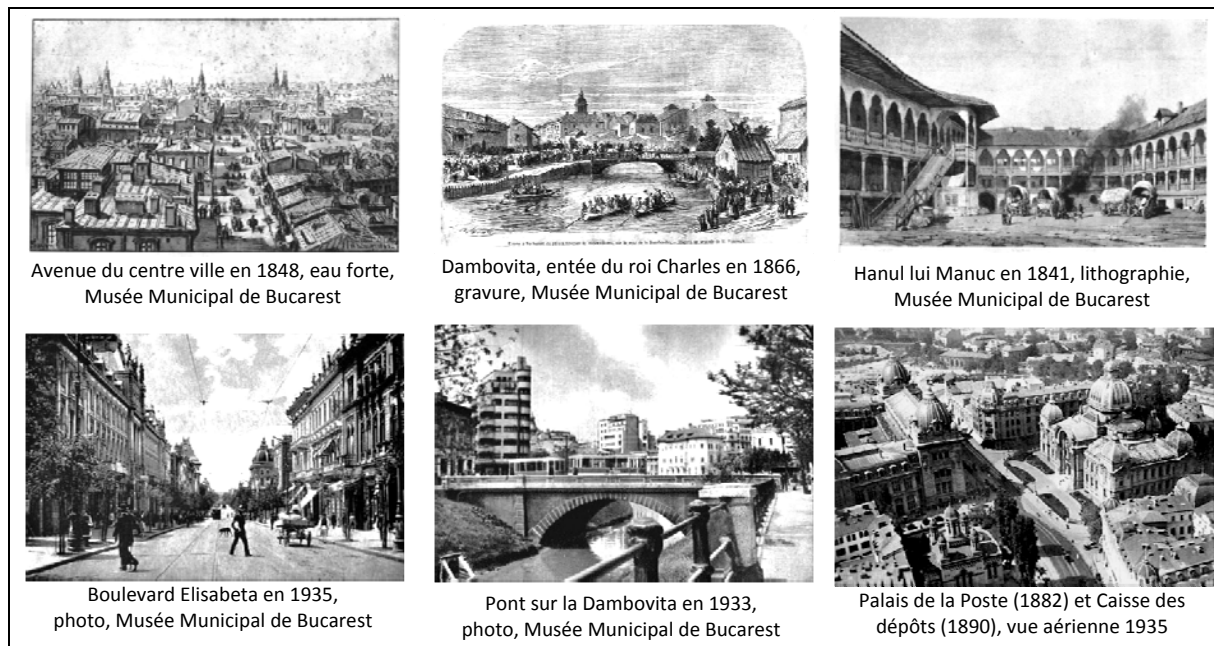


Figure 5 : De la « mauvaise » ville rurale et orientale à la « bonne » ville moderne et européenne

Ce programme de modernisation condamne de fait la « mauvaise » ville des *mahala*. Il pousse à éradiquer les fondements même de Bucarest, mais il se heurte à une difficulté :

« Malgré la conviction que le nouveau Bucarest devait être construit sur les ruines des *mahala* (...) elles ont perduré, encore plus têtues, à l'opposé des gares civilisatrices »

Nicolae Iorga, *Drumuri si orase din Romaniaei*, 1904

En fait, malgré les catastrophes et les opérations de modernisation, la « mauvaise » ville semble résiliente, elle se redéploie invariablement après les crises et les destructions.

2.3 La capitale résistante contre la ville traditionnelle résiliente

Les constructions traditionnelles n'offrent qu'une faible résistance mais la structure polycentrique et aérée, sur le modèle de Constantinople, permet à Bucarest de se reconstruire aisément après les destructions périodiques : les bâtiments sont rapidement reconstruits en matériaux légers et locaux, les terrains vagues servent de réserves foncières, la redondance des paroisses et des foires permet à la ville de subsister, même lorsqu'une partie de ses quartiers a été détruite.

Avec l'essor du commerce au XVIII^{ème} siècle, les reconstructions d'églises et de monastères se font en briques et en pierres, et la ville devient moins vulnérable aux incendies. Mais ces bâtiments nécessitent deux à trois reconstructions par siècle, comme le monastère de Sf Sava, qui est reconstruit en 1581, 1678, 1688, 1705, 1714, 1776, 1822 et 1838. Bucarest se reconstruit ainsi inlassablement par parties. Jusqu'au milieu du XIX^{ème} siècle, la capitale connaît un grand incendie toutes les décennies. Elle connaît chaque siècle deux ou trois inondations majeures ainsi qu'une ou deux secousses estimées à plus de 7,5 degrés sur l'échelle de Richter. Bucarest subit également 7 occupations militaires dans la première moitié du XIX^{ème} siècle, puis encore trois au XX^{ème} siècle, et des opérations d'urbanisme de grande ampleur.

En 1831, sous le protectorat russe, les principes de l'hygiénisme urbain sont importés à Bucarest. Le *Règlement organique* prévoyait de densifier les tissus urbains, avec un élargissement des rues, l'obligation dégressive de construire en briques du centre vers la périphérie, et l'éloignement des ateliers. Il imposait aussi des mesures d'assainissement, de gestion des crues, de réduction des friches et de l'habitat insalubre pour « embellir la ville de Bucarest et en faire une ville à l'instar de celles d'Europe ». Mais il est longtemps resté lettre morte :

« Le Règlement Organique prévoyait certaines mesures à prendre pour régler le cours de la Dambovița, mais on se garda bien de les appliquer. Tout le monde était convaincu alors que c'était faire acte de patriotisme que de violer le Règlement Organique. On le brûla en grande pompe en 1848 et la Dambovița continua d'inonder les quartiers de la rive droite. »

Frédéric Damé, *Bucarest en 1906, 1907*

Le grand incendie de Pâques 1847 marque une première rupture. Le feu détruit presque tout l'ouest de la ville (fig. 6). Le plan Borroczyń de 1847 montre l'étendue des destructions³ : 1 850 bâtiments ont brûlé, dont 12 églises et monastères, sur une bande de 500 mètres par plus de deux kilomètres. Les reconstructions sont l'occasion d'introduire le permis de construire et de contraindre les propriétaires à utiliser des matériaux plus résistants selon une nouvelle trame viaire aérée par des places et des artères. Ainsi, cet incendie modifie la temporalité des reconstructions dans le centre, il marque le début du programme d'occidentalisation de Bucarest (Cinà 2005).

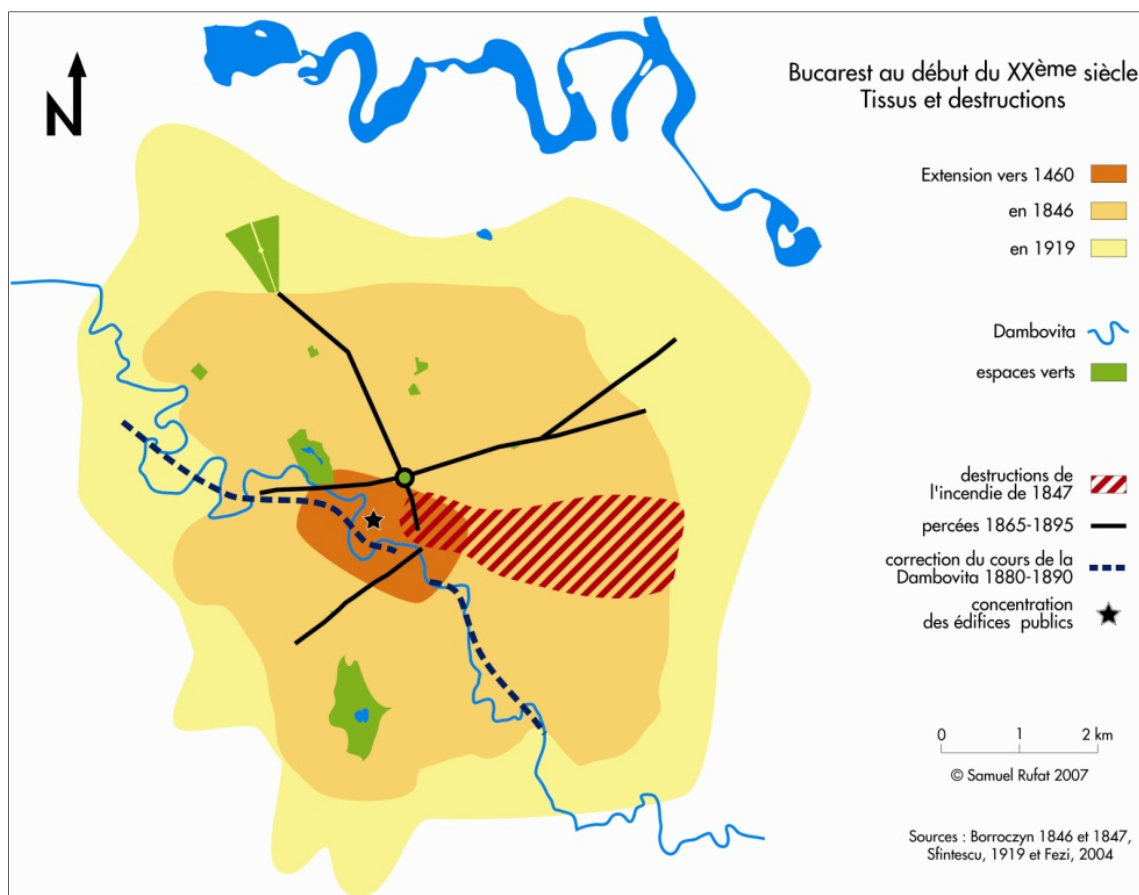


Figure 6 : La modernisation de la capitale au XIXème siècle

³ *Situations Plan abgebrannten Stadttheiles von Bukarest*, Rudolf Arthur baron von Borroczyń, 1847, Musée de Bucarest.

Après l'incendie de 1847 puis le séisme de 1852, de nombreux bâtiments sont très endommagés, notamment les grands *han*, les monastères et les hospices, qui occupent la majeure partie du centre ville. Le père de l'unification de la Roumanie, Ion Cuza, ordonne en 1862 la destruction des principaux *han*, dont l'état est déclaré trop dangereux. Cette décision libère du foncier dans le centre ville, où les vergers ont disparu et où l'on commence à manquer de place (Mucenic 2004). Puis sa loi de sécularisation en 1863 permet aux pouvoirs publics de s'approprier les monastères. Enfin, la loi d'expropriation pour cause d'utilité publique permet en 1866 du foncier intercalaire. Il devient alors possible d'appliquer le programme d'embellissement imposé par les Russes en 1831.

Le programme architectural est ensuite infléchi par l'écho des travaux d'Hausmann : en janvier 1865, le Conseil communal décide d'une percée Est-Ouest, « Le Boulevard », sur le modèle parisien (Fezi 2005). Une « bonne » ville moderne est peu à peu construite par-dessus la « mauvaise » ville orientale, faite de caravansérails, de monastères et des *mahala*. Une capitale monumentale, européenne, résistante, s'érige contre la ville basse, traditionnelle, résiliente.

2.4 Les catastrophes comme opportunité pour imposer un projet urbain

Alors que les destructions de l'incendie de 1847 s'étaient portées vers l'Ouest, c'est vers l'Est que commencent les travaux de percée (fig. 6). Les travaux de rectification du cours de la Dambovița entre 1880 et 1883 libèrent à nouveau du foncier en centre ville. L'hausmannisation de Bucarest a su transformer les destructions des incendies, des séismes et des inondations en opportunité pour faire de la capitale une vitrine. Mais elle a surtout profité des terrains sécularisés, où les bâtiments avaient été laissés à l'abandon : au cours des années 1880 trois monastères et quatre *han* sont détruits pour laisser place à des édifices publics monumentaux : la Banque Nationale, le Palais de la Poste et la Caisse des Dépôts (fig. 5).

Cette instrumentalisation de la catastrophe au service de la « modernisation » de Bucarest trouve un écho au siècle suivant. Le séisme du 4 mars 1977 fournit l'occasion de trancher le débat des années 1970 entre la réhabilitation ou la rénovation du centre ville (Vossen 2004). Plus de 30 000 logements sont détruits ou gravement avariés. L'ampleur des dégâts et leur concentration facilitent à nouveau la condamnation des tissus anciens (fig. 7). Le régime prévoit de remplacer les logements « en dessous des standards » de salubrité et de résistance (un tiers des logements) par des immeubles modernes, mieux équipés, plus résistants. Mais les travaux de déblayage des décombres du séisme ont aussi été l'occasion de déclarer endommagés des édifices religieux, pour libérer plus de foncier dans le centre. En 1978, Ceaușescu s'appuie sur ces travaux pour formuler le projet d'un nouvel axe Est-Ouest, l'avenue de la « Victoire du Socialisme » (plus de 3 km), qui déboucherait sur un gigantesque « Palais de la République » (Cinà 2005). A la chute de Ceaușescu en décembre 1989, les destructions couvrent 400 ha sur une bande 5 km de long (un cinquième du centre historique) et près de 40 000 personnes ont été relogées *manu militari* en périphérie. (fig. 7).

Ces destructions se concentrent le long des nouveaux axes, comme pendant les percées précédentes. De part et d'autre des nouveaux axes, les tissus anciens sont masqués par les nouvelles constructions, mais le bâti ancien demeure prédominant dans le centre (fig. 7). Une nouvelle fois, il existe un décalage spatial entre l'opération d'urbanisme et les destructions sur lesquelles elle s'est appuyée : les nouvelles constructions ont été réalisées sur la rive droite de la Dambovița, plus au Sud que les principaux dégâts du séisme de 1977, qui se sont concentrés sur la rive gauche.

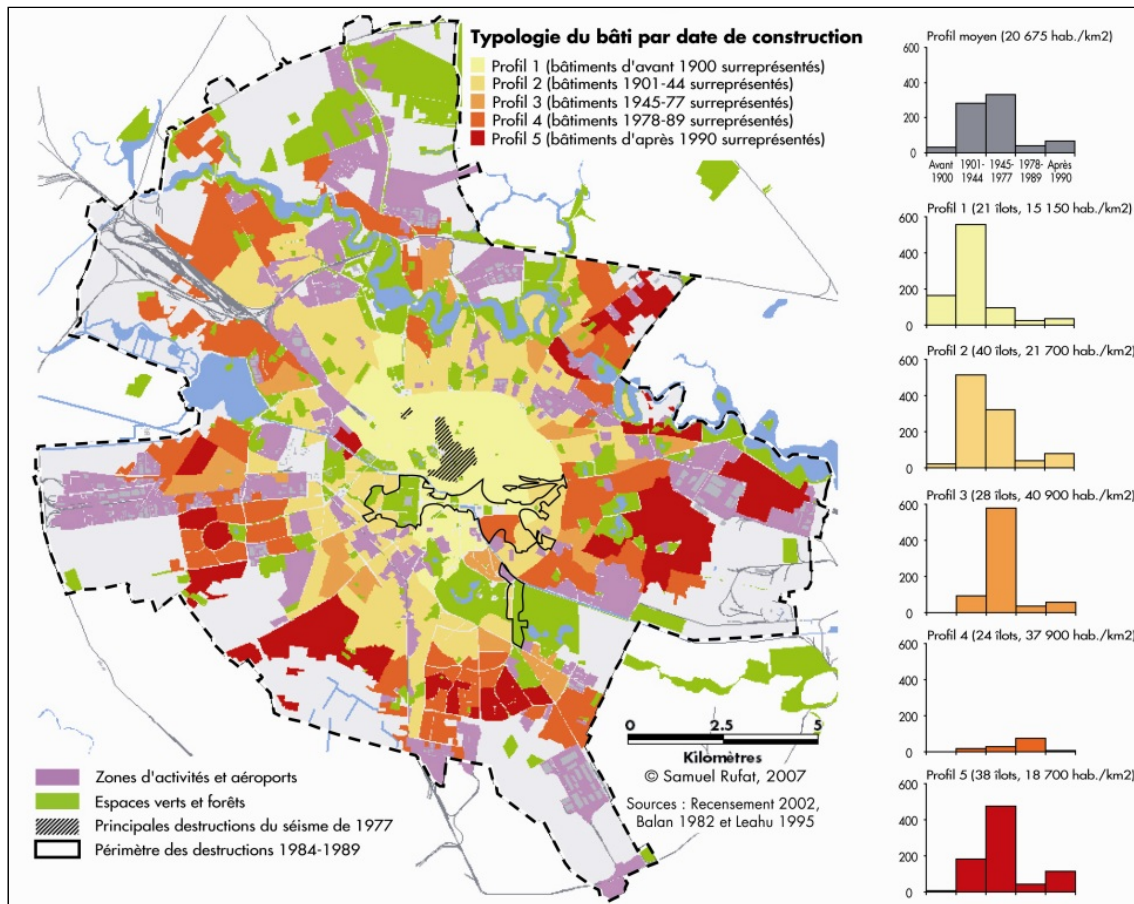


Figure 7 : Le séisme de 1977 et l'urbanisme de Ceaușescu

Le programme de Ceaușescu de « systématisation » de Bucarest reprend les préoccupations récurrentes de la municipalité depuis le *Règlement organique* de 1831. En fait, les architectes se sont saisis de l'opportunité du séisme de 1977 pour réaliser un projet bien plus ancien :

« Nous n'allons pas raser Bucarest. Nous pouvons en revanche, en commençant modestement, réaliser un quartier dans lequel nous ne garderons aucune des formes anciennes. Il va falloir partir d'une architecture nouvelle, en renonçant au passé, quelle qu'en soit la valeur. »

Horia Creanga, *Anarhia stilurilor și arta viitorului*, 1935

Le terme de « systématisation » est utilisé à Bucarest depuis le plan de Cincinat Sfintescu, adopté en 1921. Ce plan visait la densification de la capitale et l'endiguement de son extension spatiale par la création d'une ceinture verte sur le modèle londonien. Son application avait conduit à la destruction de lotissements illégaux et insalubres dans les années 1930, mais la mairie avait finalement reculé face à l'opposition de la population (Cinà 2005). Dans l'Entre-deux-guerres la jeune génération d'architectes attend l'occasion d'éradiquer les *mahala* en s'inspirant du plan Voisin pour Paris :

« Notre capitale a besoin de mesures favorisant la densité et la monumentalité (...) il est possible de regrouper les différentes administrations et ministères dans un nouveau Centre Civique monumental [qui serait] construit dans le quartier Uranus »

Cincinat Sfintescu, *Pentru București. Noi studii urbanistice*, 1932

C'est en 1932 que Cincinat Sfintescu propose la constitution d'un « Centre Civique » concentrant les pouvoirs et les bâtiments publics autour d'une grande place et d'un axe structurant. Il retient deux

emplacements pour ce nouveau centre, qui sont tous deux déjà occupés. Ce projet nécessite donc d'importantes destructions pour continuer de construire la « bonne » ville par-dessus la « mauvaise ». L'un de ces deux sites est la colline Uranus où, 50 ans après, Ceaușescu a fait réaliser une grande partie de ce projet. Et les architectes de Ceaușescu ont par la suite reconnu qu'ils avaient exhumé le projet de Sfintescu au lendemain du séisme de 1977 (Popa 2007). Le tremblement de terre de 1977 a donc servi de prétexte à l'application de la « systématisation », puisque les autorités avaient reculé quarante ans auparavant devant l'opposition farouche des habitants. L'urbanisme de Ceaușescu apparaît alors comme le dernier soubresaut d'un programme bien plus ancien. Les catastrophes et les crises ont permis aux élites de condamner la « mauvaise » ville basse orientale, jugée indigne des fonctions et de l'image d'une capitale européenne.

Il existe donc deux façon de lire la résilience de Bucarest : l'aptitude à transformer les crises en opportunité pour transformer une ville traditionnellement vulnérable et meurtrie en une capitale résistante et moderne, ou bien la capacité d'adaptation et de redéploiement des *mahala* qui ont survécu aux assauts conjoints des catastrophes et des urbanistes méticuleux. La première s'apparente à la « bonne » résilience, celle de la « bonne » ville, de la marche triomphante vers le progrès et la promesse d'horizons radieux. La seconde peut être lue comme la « mauvaise » résilience, celle de la « mauvaise » ville, faite d'inerties, de retours en arrière et de refus.

3. « Bonne » ou « mauvaise », qui dit la résilience ?

Si la « bonne » résilience présente des dangers et si la « mauvaise » résilience est difficile à condamner, alors nous avons un sérieux problème. La résilience est-elle autre chose qu'une opinion politique ? A Bucarest, la récurrence des préoccupations et des projets d'urbanisme sur plus de deux siècles est un bien indicateur de pérennité. Mais elle révèle surtout que la ville traditionnelle est tout aussi résiliente face aux aménageurs que face aux catastrophes. Vintila Mihailescu notait déjà en 1914 que Bucarest est « une ville qu'il n'est pas aussi facile de transformer qu'on pourrait le croire au premier abord » (Mihailescu 2003, p. 15). Nous avons vu que certains auteurs contemporains, certes minoritaires, mettent en avant les permanences de la capitale plutôt que les destructions (Ofrim 2007, Celac *et al.* 2005). Mais ces permanences sont surtout vues comme celles des dysfonctionnements et de la « mauvaise » ville :

« Le lecteur d'aujourd'hui constate avec surprise que, bien que 70 ans et de nombreux 'locataires' de la Mairie nous séparent, les problèmes qui préoccupaient les Bucarestois d'alors restent d'actualité. »
Carmen Musat, *București anului 1935. Articole aparute in 'Realitate Ilustrata'*, 2005

« Lire ce livre aujourd'hui à 50 ans de distance est douloureux, il pourrait être écrit en 1997 : de nombreux problèmes identifiés sont les mêmes, si ce n'est plus graves encore aujourd'hui. »
Augustin Ioan, *in* George Matei Cantacuzino, *Despre o estetica a reconstrucției*, 1947, rééd. 1997

Malgré les cycles de crise, les destructions et les vastes opérations d'urbanisme des deux derniers siècles, Bucarest a conservé son polycentrisme et son organisation générale Nord-Sud, en fonction de l'ancien gué sur la Dambovița. Les cycles de destructions/reconstructions ont renforcé le mélange des styles, repoussant l'habitat informel en périphérie, mais sans l'éradiquer.

3.1 Résiliente ou résistante ? La ville schizoéphrène

Ce sont les traits de la *mahala* qui semblent les plus pérennes, alors qu'ils sont fustigés depuis le début du programme d'occidentalisation, lorsque Bucarest a accédé au statut de capitale au XIX^{ème} siècle. Il est malaisé de délimiter les *mahala*, mais elles semblent s'étendre sur plus de la moitié de la surface de la capitale au début du XX^{ème} siècle ; à tel point que l'architecte George Matei Cantacuzino présente Bucarest comme des îlots épars d'ordre au milieu d'une mer de *mahala* :

« La *mahala* est peut être la partie la plus authentique de Bucarest. C'est un monde en formation, qui représente la lente mais persistante adaptation du rural à la vie urbaine (...) Notre métropole tout entière est une énorme *mahala*, où d'apparents fragments isolés d'organisation essaient de se cristalliser sous forme de boulevards, de places, de quartiers de villas ou de parcs. Le reste a glissé entre les doigts de l'autorité, suivant dans son développement ses mystérieuses lois anarchiques. La *mahala* n'est pas seulement périphérique. »

George Matei Cantacuzino, *Despre o estetica a reconstructiei*, 1947

Cette prégnance des *mahala* est à l'origine du programme d'eupéanisation de Bucarest. Mais les auteurs y entretiennent souvent une relation ambiguë, cherchant à excuser les « défauts » de la ville orientale, vulnérable aux catastrophes, indigne d'une capitale européenne, mais affirmant en même temps leur mélancolie face aux destructions :

« Evaluer les localités roumaines selon les critères des villes occidentales a engendré un 'complexe' du bourg et de la *mahala*, mis en avant avec une condescendance et une résignation non dépourvues d'un attachement nostalgique. »

Dana Harhoiu, *Bucarest, une ville entre Orient et Occident*, 1997

Au début du XX^{ème} siècle, Vintila Mihailescu oppose l'Ouest de la capitale qui a été modernisé à l'Est : dans le centre tout comme en périphérie, il relève le style des *mahala* :

« des quartiers à l'aspect de villages, bordés de terrains vagues et de palissades (...) l'ancien esprit et ses formes de vie matérielles n'ont pas disparu »

Vintila Mihailescu, *București. Evoluția geografică a unui oraș*, 1914 rééd. 2003

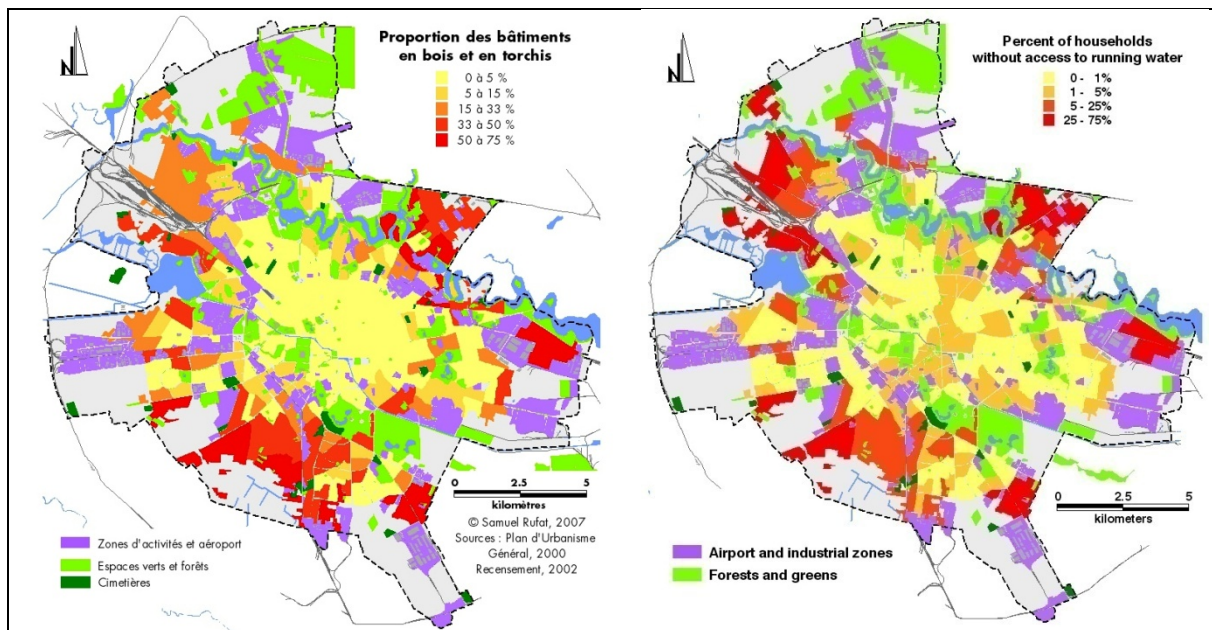


Figure 8 : L'habitat informel fait de la résistance

En fait, ce sont surtout les nouveaux lotissements périphériques, autoconstruits et illégaux, qui paraissent conserver les traits caractéristiques de Bucarest. Il est donc difficile de parler de persistance des *mahala*, il semble plutôt qu'aux cycles de crises et de destruction répondent à Bucarest des cycles de (re)construction à l'identique, de redéploiement des *mahala* dans le style et l'esprit des siècles précédents. Aujourd'hui, dans le centre historique de Bucarest, on retrouve surtout les traits architecturaux de la *mahala*, les maisons basses qui ont survécu, des squats, des friches, quelques vergers. Mais les périphéries sont marquées par l'habitat informel, l'autoconstruction dans des lotissements illégaux, à l'écart de toute viabilité, sans titre de propriété, avec des logements suroccupés, sans assainissement et qui dépendent de puits pour leur alimentation en eau (fig. 8).

L'exemple de Bucarest montre bien la contradiction entre résistance et résilience : les auteurs sont fiers de la modernisation de leur capitale, mais en même temps nostalgiques de l'ancienne ville traditionnelle. Et c'est justement dans les *mahala*, les quartiers traditionnels les plus vulnérables, que se sont ancrés les processus de résilience. Tirillée entre la ville traditionnelle résiliente et la capitale résistante, Bucarest donne l'impression d'être schizophrène.

Pour faire face aux catastrophes périodiques, les élites ont fait le choix d'une transformation radicale de la ville, peu résistante mais adaptée à une reconstruction rapide. Il était tentant de condamner la ville basse, vulnérable, en raison de ses traits ruraux et orientaux. Mais après chaque traumatisme, ce sont les traits traditionnels de la ville qui se redéployent. En entrant alors en conflit avec le vaste projet d'une capitale moderne, monumentale et résistante, ce perpétuel redéploiement des *mahala* a alimenté en retour de nouvelles destructions. La capitale résistante s'est peu à peu construite par-dessus la ville traditionnelle, mais sans parvenir à l'éradiquer : c'est la « mauvaise » résilience.

3.2 Les habitants face aux crises et aux destructions

La prédominance actuelle d'un regard et d'une littérature nostalgiques entretiennent à Bucarest l'image d'une ville meurtrie, éventrée, traumatisée. Pourtant, les opérations d'urbanisme du XIX^{ème} siècle sont aujourd'hui passées sous silence, tout comme les catastrophes antérieures sont refoulées par la mémoire du séisme de 1977 et surtout l'urbanisme de Ceaușescu :

« Bucarest a été une ville martyre, mutilée par une intervention de grande envergure (...) sa mémoire collective a été détruite, cette expérience accumulée, qui était le garant de ses racines temporelles a été annihilée. »

Dana Harhoiu, *Bucarest, une ville entre Orient et Occident*, 1997

En comparaison avec les opérations récentes, les premières étapes de la modernisation semblent avoir été mieux supportées. Plus personne ne parle de la sécularisation, de la destruction des *han*, des monastères, des hospices, de l'hausmannisation du XIX^{ème} siècle. Bogdan Fezi affirme d'un consensus autour de ces opérations en s'appuyant sur la presse de l'époque et sur le succès des souscriptions de la mairie :

« A Bucarest les transformations urbaines de la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle témoignent d'une longue et fortunée *entente sociale* » (souligné dans le texte).

Bogdan Fezi, *Bucarest et l'influence Française, entre modèle et archétype urbain*, 2005

Cette attitude montre le soutien d'une élite au programme « d'embellissement », mais elle ne révèle pas l'adhésion à la destruction des *han* et des monastères. Seul l'historien Nicolae Iorga, lorsqu'il était président de la Commission des Monuments historiques dans les années 1930, semble avoir

dénoncé la destruction des monastères (Pippidi 2002). En revanche, dans la première moitié du XX^{ème} siècle, l'extension des *mahala* sur plus de la moitié de la surface de la capitale a été interprétée comme l'expression de la majorité (silencieuse) :

« Il ne s'agit pas de défendre les *mahala*, il s'agit d'en chercher le sens et de les comprendre, parce que les *mahala* représentent plus de la moitié de la capitale et qu'elles sont de plus la manifestation d'une société libre (...) Quand se posera le problème de la reconstruction, le point de vue des *mahala* devra être pris en compte car son emprise a valeur de plébiscite. »

George Matei Cantacuzino, *Despre o estetica a reconstructiei*, 1947

L'histoire est écrite par les vainqueurs et les transformations de Bucarest ont été mises en récit par une élite urbaine qui a soutenu ces opérations d'urbanisme. Néanmoins, le maintien des *mahala* et leur redéploiement, tant dans le centre historique qu'en périphérie, est le signe d'une faible adhésion au programme qui se proposait de moderniser la capitale en les éradiquant.

Le bilan des opérations d'urbanisme des années 1980 commence quand à lui à être revisité. Avec le recul, certains architectes avancent que la capitale en serait sortie bonifiée (Iossa 2006). Comme l'avaient prévu les architectes de l'Entre-deux-guerres, le « Centre Civique » est devenu le centre du pouvoir, accueillant ces dernières années les députés, puis les sénateurs et plusieurs ministères. Aujourd'hui, la ville a aussi renoué avec la pratique d'édifier devant les églises des bâtiments proclamant leur modernité, alors que la réhabilitation du centre ville est toujours balbutiante (Hapenciuc 2007). Et des anthropologues ont montré que le traumatisme des années 1980 pour les habitants de Bucarest, c'est bien plus le rationnement et le logement collectif de mauvaise qualité que l'urbanisme mégalomane (Popescu 2003, Cesereanu 2006).

3.3 Résilience, inertie ou résistance des habitants ?

Le silence indulgent sur les opérations du XIX^{ème} siècle, s'apparente à un oubli collectif, voire un déni des traumatismes précédents, qui fait de la dernière opération une rupture et en alourdit le bilan. L'opération d'urbanisme des années 1980 a surtout le tort d'être la plus récente, celle dont la mémoire est encore fraîche. De plus, le centre ville s'étant densifié, les friches étaient plus rares et de nombreuses expropriations de particuliers furent nécessaires, dont les suites juridiques sont aujourd'hui loin d'être closes. Mais il s'agit juste de la dernière étape du projet de construire une capitale résistante par-dessus la ville traditionnelle résiliente. Pourtant, les auteurs considèrent souvent que les années 1980 sont responsables de l'ensemble des transformations liées au programme de modernisation de Bucarest, mais aussi de son inadéquation actuelle avec les rêves européens de la capitale qui traversent les siècles.

Bucarest continue aujourd'hui d'être le théâtre d'un conflit entre la normalisation moderniste et le redéploiement des formes traditionnelles, que les élites urbaines essaient de repousser loin du centre (Rufat & Suditu 2008). Les nouvelles autorités dénoncent à leur tour les mentalités « paysannes » de leurs administrés, mais leur indépendance d'esprit est l'une des fiertés des Roumains. Depuis la chute du régime de Ceausescu en décembre 1989, les *mahala* se sont à nouveau déployées et l'étalement urbain a repris vers le Nord de Bucarest (Rufat 2011). On peut l'interpréter comme une nouvelle preuve de la résilience de la ville traditionnelle, même si aucun des acteurs n'emploie cette notion. Les *mahala* ont survécu à toutes les catastrophes, à toutes les crises et à toutes les opérations d'urbanisme, elles gagnent à nouveau du terrain, et leurs habitants continuent de détourner l'espace public de ses fonctions. On peut aussi l'interpréter comme une forme de

résistance, d'insoumission à l'administration urbaine, de refus du projet des élites. La *mahala* est le signe du refus de l'ordre urbain, de la normalisation par le haut et de la brutale transformation de la ville traditionnelle en une capitale monumentale.

La capitale continue à faire peau neuve, mais elle reste entravée par les chantiers inachevés de l'ancien régime et foisonnante du fait l'autoconstruction traditionnelle, aux marges de la légalité, privées de toute viabilité et parsemées de terrains vagues. Les traits des *mahala* sont discernables un peu partout : dans les maisons individuelles en bois et en torchis, en périphérie mais aussi entre les barres de logements collectifs, dans les rues du centre où circulent des charrettes qui recueillent le fer usagé, dans l'invasion de l'espace public par les bâtiments d'un commerce chaque jour moins « informel », ou même les églises en bois qui ont surgi ces vingt dernières années au milieu des grands ensembles. La *mahala* marquerait donc l'inertie des habitudes, des comportements et des mentalités mais aussi le maintien du polycentrisme face aux faiblesses de la mairie centrale, incapable d'imposer partout l'ordre urbain.

Le véritable « destin tragique » de Bucarest, ce ne sont pas les cycles de catastrophes, c'est d'être devenue capitale et de ne pas parvenir à imposer le choix de devenir la vitrine métropolitaine d'un pays rural se cherchant une place entre différents empires. La résilience des *mahala* et le perpétuel redéploiement de l'informel entrent en conflit avec le projet de construction d'une capitale résistante. Plus qu'une persistance du bâti, il s'agit de la résistance d'une partie des Bucarestois à l'acculturation et du refus du programme de modernisation, qui se proposait de densifier la capitale en les « urbanisant ». Il existe donc différentes façon d'interpréter ces processus, on peut parler de résilience, en mettant en avant l'indépendance d'esprit des habitants et le redéploiement de l'informel. Les élites urbaines parlent d'inertie, d'ignorance et de refus du progrès de leurs administrés. Mais de leur point de vue, celui de la majorité silencieuse, il ne s'agit pas de discours, d'inertie ou de résilience. Il s'agit de faire face aux difficultés de leur quotidien, aux contradictions d'une situation héritée, en refusant la normalisation du projet urbain et en résistant à la l'acculturation que cherchent à leur imposer les élites urbains en instrumentalisant les catastrophes.

Conclusion : la résilience des bidonvilles

Nous ne sommes pas prêts à regarder la résilience en face. Parce qu'il n'y a personne pour dire la « mauvaise » résilience. C'est le quotidien des habitants, du côté de la ville ordinaire et du bricolage face à l'adversité plus que du côté spectaculaire des crises et des catastrophes. Une fois que nous serons débarrassés des jugements de valeur, des injonctions et des préjugés sur la « bonne » ville, il deviendra évident que la résilience n'est pas un horizon radieux. Il faudra alors admettre que le processus urbain le plus résilient, c'est l'informel. Il ne s'agit pas du tout de dire que Bucarest est un bidonville, mais que cet exemple montre la puissante résilience de l'informel, même si l'on peut aussi l'interpréter comme l'insoumission des habitants ou l'inertie des pratiques héritées.

Toute résilience n'est donc pas bonne à prendre. Le visage que présentent les métropoles après les catastrophes majeures (La Nouvelle Orléans après Katrina, Beyrouth après les bombardements de 2008, Port-au-Prince après le séisme de 2010, etc.) montre que la forme la plus résiliente, c'est le bidonville, le processus le plus résilient l'économie informelle et l'organisation la plus résiliente la confiscation du pouvoir par des gangs. Nous ne sommes pas prêts à le voir, ce qui montre bien que la

résilience est plus un instrument politique qu'une notion scientifique. Mais c'est le bidonville qui est la figure même de la résilience urbaine. Selon la définition du programme Habitat de l'ONU, une population habite un bidonville ou quartier précaire si elle n'a pas accès à l'eau potable ou à l'assainissement, si elle ne dispose pas suffisamment d'espace par personne, si elle habite une structure non permanente ou ne jouit pas de la sécurité de la tenure résidentielle. Les quartiers informels ou d'auto construction à l'écart des réseaux de viabilité sont la structure qui peut le plus facilement fonctionner en état dégradé, jusqu'à n'être qu'un tas de décombres ou de détritiques, et qui se redéploie le rapidement, avec des matériaux légers, sans besoins d'infrastructures et sans avoir à régler l'épineuse question de la propriété. Quelle que soit la définition de la ville résiliente que l'on choisisse, résistante, supportant fonctionner en état dégradé ou facilitant une reconstruction rapide, elle amène aux bidonvilles.

Cet embarras à reconnaître la résilience des bidonvilles explique les difficultés à formaliser cette notion, malgré ses promesses. Le paradoxe de la résilience, tiraillé entre son accroche d'horizon radieux et son fond d'injonction darwiniste ou d'apologie du bidonville, est bien le symptôme que son utilisation relève du marketing territorial, voire du concept foucauldien de « gouvernementalité » (Foucault 2004). Nous nous serions alors laissé aveugler par les promesses de la résilience. Depuis 20 ans, les SHS dénoncent le risque comme stratégie d'exercice du pouvoir et l'instrumentalisation des catastrophes pour imposer aux individus de se comporter en « bons citoyens ». Le risque est alors pensé comme une injonction à intérioriser les normes, une forme de gouvernement des comportements et des esprits. C'est l'une des raisons du succès du concept de vulnérabilité et des approches sociales du risque, de ses représentations et de sa gestion. Le glissement progressif de la vulnérabilité à la résilience semble nous fait faire le chemin inverse : en nous laissant imposer un concept issu des sciences des matériaux, puis de l'écologie et réinterprété par les acteurs développement de soi, allons-nous renoncer à toute critique de la dimension politique du risque ?

Le problème clé de la résilience est de savoir qui dit la résilience, quelle résilience et pourquoi. Elle apparaît d'abord comme une mise en récit incantatoire de l'après catastrophe visant à imposer la « bonne » ville à ses habitants en brandissant la menace des catastrophes. Mais elle ne peut être validée qu'*a posteriori*, comme une réinterprétation du vécu des différents acteurs. Il s'agit donc à la fois d'une catégorie d'interprétation et d'une stratégie de légitimation. C'est une opportunité pour les acteurs qui savent habiller leurs solutions techniques de l'image rendue désirable d'une ville à la fois durable et résiliente. Mais cela vide l'urbain de toute dimension politique et relègue les citoyens à l'arrière plan. La résilience doit donc d'abord être analysée comme un discours politique qui vise à imposer des choix qui devraient au moins être publiquement discutés, alors que son usage tend à détourner l'attention de processus politiques et sociaux vers des questions techniques.

Références

- Aschan-Leygonie C., 1998, *La Résilience d'un système spatial : l'exemple du Comtat. Une étude comparative entre deux périodes de crises au XIXe et au XXe siècles*, thèse de doctorat de l'Université Paris I, 405 p.
- Beauchêne S., 1998, « L'espace urbain dans le projet d'une société multilatéralement développée : l'exemple du Centre Civique de Bucarest », *Balkanologie*, vol. 2, n° 2, pp. 99-112
- Beck U., 1986, *Risikogesellschaft: Auf dem Weg in eine andere Moderne*, Frankfurt am Main, Suhrkamp Verlag, trad. 2001, *La Société du Risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Flammarion, 521 p.

- Blaikie P., Cannon T., Davis I. Wisner B., 1994, *At Risk: Natural hazards, people's vulnerability and disasters*, London, Routledge, 284 p.
- Burton I., 1983, « The vulnerability of cities », *Approaches to the study of the environmental implications of contemporary urbanization*, Paris, UNESCO, pp. 111-117
- Burton I., Kates R., White G., 1978, *The Environment as Hazard*, New York, Oxford University Press, 240 p.
- Cantacuzino G. M., 1947, *Despre o estetică a reconstrucției*, rééd. 1997, București, Paideia, 121 p.
- Celac M., Carabela O., Marcu-Lapadat M., 2005, *București, arhitectura și modernitate*, București, Arcub-Simetria, 179 p.
- Cesereanu R. et al., 2006, *România înghesuită. Cutii de chibrituri, borcane, conserve*, Cluj Napoca, Ed. Limes, 190 p.
- Chaline C., Dubois-Maury J., 1994, *La ville et ses dangers*, Paris, Masson, 247 p.
- Chorley R., 1973, *Directions in geography*, London, Methuen, 486 p.
- Cinà G., 2005, *Bucarest, dal villaggio alla metropoli. Identità urbana e nuove tendenze*, Milan, Ed. Unicopli, 178 p.
- Comfort L. K., Boin A., Demchak C. (eds), 2010, *Designing Resilience. Preparing for Extreme Events*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 349 p.
- Creanga H., Doicescu O., Iancu M., 1935, *Câtre o arhitectură a Bucureștilor*, București, Ed. Ziariul Tribuna Edilitara, 95 p.
- Cutter S. (ed), 2006, *Hazards, Vulnerability and Environmental Justice*, London, Earthscan, 418 p.
- Damé F., 1907, *Bucarest en 1906*, București, Ed. Socec, 640 p.
- Danta D., 1993, « Ceausescu's Bucharest », *The Geographical Review*, vol. 83, n° 2, pp. 170-182
- Dauphiné A., Provitolo D., 2007, « La résilience: un concept pour la gestion des risques », *Annales de Géographie*, n° 654, pp. 115-125
- D'Ercole R. et al., 1994, « La vulnérabilité des sociétés et des espaces urbanisés : concepts, typologie, mode d'analyse », *Revue de Géographie Alpine*, n° 4, pp. 87-96
- Fezi B. A., 2005, *Bucarest et l'influence Française, entre modèle et archétype urbain (1831-1921)*, Paris, L'Harmattan, 454 p.
- Foucault M., 2004, *Sécurité, Territoire, Population. Cours au Collège de France. 1977-1978*, Paris, Seuil, 435 p.
- Gallopin G. C., 2006, "Linkages between vulnerability, resilience and adaptive capacity", *Global Environmental Change*, Vol. 16, n°3, p. 293-303
- Giddens A., 1990, *The Consequences of Modernity*, Cambridge, Polity Press, 186 p.
- Giurescu D. C., 1994, *Distrugerea trecutului României*, București, Ed. Museion, 95 p.
- Hapenciuc Blum I., 2007, *Régénération urbaine et renouvellement des pratiques d'urbanisation en Roumanie : Le cas du centre historique de Bucarest*, thèse de doctorat de l'INSA de Lyon, 293 p.
- Harhoiu D., 1997, *Bucarest, une ville entre Orient et Occident*, București, Simetria-Arcub, 135 p.
- Hewitt K. (ed), 1983, *Interpretation of the Calamity from the Viewpoint of Human Ecology*, Londres, Allen and Unwin, 304 p.
- Holland J., 1995, *Hidden Order: How Adaptation Builds Complexity*, New York, Helix Books, 371 p.
- Holling C. S., 1973, « Resilience and stability of ecological systems », *Annual Review of Ecology and Systematics*, n° 4, pp. 1-23
- Ionnescu-Gion G., 1899, *Istoria Bucureștilor*, București, Ed. Soceco, 867 p.
- Iossa I., 2006, *L'Héritage urbain de Ceausescu : fardeau ou saut en avant?*, Paris, L'Harmattan, 179 p.

- Lallau B., 2011, « La résilience, moyen et fin d'un développement durable ? », *Éthique et économique*, Vol. 8, n°1, <http://ethique-economique.net/>
- Majuru A., 2003, *Bucureștii mahalelor, sau periferia ca mod de existență*, București, Ed. Compania, 245 p.
- Mihailescu V., 2003, *București. Evoluția geografică a unui oraș*, București, Paideia, 255 p. [réédition de manuscrits de 1914 et 1977]
- Mitchell J. K. (ed), 1999, *Crucibles of Hazard: Mega Cities and Disasters in Transition*, New York & Tokyo, United Nation University Press, 418 p.
- Morand P., 1935, *Bucarest*, Paris, Plon, 293 p.
- Morel V. et al., 2006, « Regard rétrospectif sur l'étude des risques en géographie à partir des publications universitaires (1980-2004) », *L'Information Géographique*, vol. 70, n° 1, pp. 6-24
- Morin E., 2005, *Introduction à la pensée complexe*, Paris, Seuil, coll. « Points Essais », 158 p.
- Mucenic C., 2004, *Străzi, piețe, case din vechiul București*, București, Ed. Vreimea, 135 p.
- Ofrim A., 2007, *Străzi vechi din Bucureștiul de azi*, București, Humanitas, 304 p.
- Pippidi A. (ed), 2002, *București, istorie și urbanism*, București, Domino, 332 p.
- Popa M., 2007, « Understanding the urban past: the transformation of Bucharest in the late Socialist period », in Rodger R., Herbert J. (eds), *Testimonies of the City. Identity, Community and Change in a Contemporary Urban World*, Aldershot, Ashgate Publishing, pp. 159-186
- Popescu C., 2007, *București-Arhipelag. Demolarile anilor '80 : stergeri, urme, reveniri*, București, Ed. Compania, 111 p.
- Quarantelli, E. L., 1998, *What is a Disaster ? Perspective on the Question*, Routledge, Londres, 312 p.
- Rufat S., 2011, « Bucarest, le trompe l'œil de la ville libérale », *Grande Europe*, n° 29, URL : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/revues/grande-europe/focus/>
- Rufat S., 2008, « Bucarest, l'éternel retour », *Géographie et Cultures*, n° 65, pp. 53-72
- Rufat S., Suditu B., 2008, « Bucarest, vivre et faire la ville entre héritages et mimétisme », *L'Espace Géographique*, n° 4, pp. 327-337
- Sandelin E., Bongiraud C., 1990, « L'urbanisme selon Ceaucescu. Bucarest a perdu son cœur, la Roumanie a failli perdre son âme », *Cahiers de l'IAURIF*, n° 93, pp. 9-24
- Sfintescu C., 1932, *Pentru București. Noi studii urbanistice*, Sosec, București, 57 p.
- Theys J., Fabiani J.-L. (dirs), 1987, *La Société Vulnérable. Evaluer et maîtriser les risques*, Paris, Presses de l'ENS, 674 p.
- Vale, J. V., Campanella, T. J. (eds.), 2005, *The Resilient City. How modern cities recover from disaster*, New York, Oxford University Press, 392 p.
- Vallat C. (dir.), 2009, *Pérennité urbaine, ou la ville par-delà ses métamorphoses*, Paris, L'Harmattan, 3 vol.
- Vergez-Tricom G. et Ficheux R., 1927, « Bucarest », *Annales de Géographie*, n° 201, pp. 213-231
- Vossen J., 2004, *Bukarest. Die Entwicklung des Stadtraumes. Von den Anfängen bis zu Gegenwart*, Berlin, Dietrich Reimer Verlag, 320 p.
- Wisner B., Blaikie P., Cannon T., Davis I., 2004, *At Risk: Natural hazards, people's vulnerability and disasters*, 2nd edition, London, Routledge, 471 p.
- Wisner B., O'Keefe P., Westgate K., 1976, « Taking the Naturalness out of Natural Disaster », *Nature*, Vol. 260, Issue 5552, p. 566-567